

**SEANCE DU BUREAU DU 25 MARS 2021
DECISION N° 2021-045- DB**

Date d'affichage : 1 avril 2021	<p>Le vingt cinq mars deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix huit mars deux mille vingt et un.</p> <p>Membres présents en séance :</p> <p>Présents : (41) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA.</p> <p>Excusé(s) : (7) Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Thierry MORISSET, Alain BOISSONNOT, Béatrice BERTRAND</p> <p>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE à Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT à Christian GALLÉ, Béatrice BERTRAND à Sylvie PRISSET</p> <p>Absent(s) : (4) Didier ROUSSEAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD</p>
Nombre de membres : 52 En exercice : 52 Quorum : 27	
Présents: 41 Excusé(s) : 7 dont pouvoir(s) : 5 Absent(s) : 4	
Nombre de votants : 46	
Secrétaire de séance : M. Pierre-Yves DOUET.	

CONVENTION DE COLLECTE SÉPARÉE DES DÉCHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES MÉNAGERS - RENOUVELLEMENT

Conformément au principe "pollueur-payeur", le décret du 20 juillet 2005 impose aux producteurs de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E), la prise en charge de leur collecte et de leur traitement, et ce, depuis le 15 novembre 2006.

L'éco-organisme coordonnateur, OCAD3E, est chargé de la gestion des conventions avec les collectivités qui organisent la collecte des D3E. L'éco-organisme référent est chargé de la gestion opérationnelle de la collecte et du traitement des D3E.

La précédente convention a pris fin avec l'agrément d'OCAD3E. Celui-ci ayant été à nouveau agréé par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités territoriales en date du 23 décembre 2020, il est proposé de renouveler la convention pour la période d'agrément.

Cette convention a pour objet de régir les relations juridiques, techniques et financières entre OCAD3E et la collectivité.

L'éco-organisme prélève une éco-contribution sur chaque appareil mis sur le marché destinée à financer la collecte et le traitement. Dès lors qu'une collectivité assure la collecte de ces produits sur ses propres déchèteries, OCAD3E s'engage, à travers la convention, à lui verser un soutien calculé sur la base du tonnage collecté et de la communication spécifique réalisée. Par ailleurs, il prend en charge directement l'enlèvement en déchèterie et le traitement des D3E (prise en charge opérationnelle et financière). Pour information, les soutiens versés en 2020 au titre de la collecte se sont élevés à près de 54 000 € (hors coûts d'enlèvement et de traitement évités).

Les seules modifications apportées à la convention 2021 par rapport à la convention précédente sont des modifications opérationnelles mineures dans les annexes 5 et 7 afin de les rendre plus lisibles.

La convention porte sur le territoire géré dans le cadre du Contrat de quasi-régie pour l'exploitation du service public des gestion des déchets avec la SPL Saumur Agglopropreté (40 communes et 79 323 habitants).

Elle prend effet au 1er janvier 2021. Elle est conclue pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026, sauf en cas de fin anticipée de l'agrément d'OCAD3E.

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la directive 2011/65/UE du 8 Juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques ;

Vu la directive n°2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques ;

Vu les articles L.541-10 et L.541-10-2 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2020 conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités territoriales relatif à l'agrément d'OCAD3E.

Vu l'information donnée lors de la « Commission Gestion, valorisation des déchets et Économie circulaire » en date du 25 mars 2021 ;

Considérant que la gestion des D3E ménagers est de la responsabilité des metteurs sur le marché chargés de la prise en charge financière et opérationnelle de la filière ;

Considérant que, suite au renouvellement de l'agrément d'OCAD3E, il y a lieu de passer une convention pour organiser la prise en charge technique et financière des D3E ménagers collectés sur les déchèteries ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- **D'APPROUVER** la convention de collecte séparée des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ménagers avec OCAD3E, qui prend effet au 1^{er} janvier 2021, pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026, sauf en cas de fin anticipée de l'agrément d'OCAD3E ;

- **D'AUTORISER** le Vice-Président en charge de la Gestion et la valorisation des Déchets à signer la convention de collecte séparée des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ménagers avec OCAD3E ;

- **D'AUTORISER** le Vice-Président en charge de la Gestion et la valorisation des Déchets à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente décision et à signer l'ensemble des documents y afférents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 46 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021 Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte	8. Domaine et compétence par thèmes	8.8 Environnement
-------------------	-------------------------------------	-------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »